

A Heyntgens

“ Il n’y a de bons Français que ceux qui ont le courage de dire la vérité. ”

G. Clemenceau.

L'ŒUVRE

14, Rue Drouot
Téléphone : GUT. 02-71, BERG. 40-51
Après minuit : GUT. 59-89

Directeur :
GUSTAVE TÉRY

ABONNEMENTS			
1 An	6 Mois	3 Mois	1 MOIS
18 fr.	9 fr.	4 fr. 50	1 fr. 50

Les Allemands veulent-ils la paix ?

NOTRE ENQUÊTE EN SUISSE

Des rumeurs qui courent depuis quelques semaines à travers le monde ancien et nouveau ont éveillé, dans les pays neutres, l'idée que l'œuvre de la paix est en préparation et que son achèvement ne se fera pas longtemps attendre.

Par contre, en France, de même que chez nos alliés, personne n'a pris au sérieux cet étrange message et si l'on s'occupe de la nouvelle, c'est moins pour en examiner la vraisemblance que pour en scruter l'origine et les intentions de ceux qui l'ont forgée, car nous avons tous été frappés d'une particularité significative, c'est que les pronostics, prophéties et assurances relatifs à cette affaire sont de provenance inconcuse.

La Suisse étant non le seul, mais le principal foyer d'élaboration et d'émission de ces rumeurs, il était opportun de procéder à une enquête sur place, c'est-à-dire dans les villes qui sont ou qui ont été temporairement des centres d'intrigues internationales : Lucerne, Zurich, Lugano, Fribourg et même Einsiedeln, vénérable et pieux sanctuaire vers lequel on a vu, naguère, s'acheminer un pèlerin peu mystique qui s'appelle le prince de Bülow.

Dans la pratique moderne du journalisme, le mot *enquête* signifie collection d'interviews, mais le lecteur friand de ce produit regrettera de n'en trouver aucun spécimen dans mon exposé : je converse, je n'interviewe pas, et, en me faisant une loi de ne mettre personne en cause, je conserve mes droits à la confiance ainsi qu'aux confidences des gens de bien qui me livrent leur pensée.

Je dirai donc que, tous témoignages recueillis, j'ai acquis l'absolue certitude que, pas une seule fois, les annonces de la paix prochaine, les publications faites à ce sujet, les « indiscretions » concernant les conditions, en un mot les rumeurs de paix plus ou moins précises, n'ont été le fait de citoyens suisses ou n'ont eu pour source première un organisme politique, un groupement, de parti, une institution, une personnalité quelconque pouvant se dire suisse.

La seule exception constatée est la motion de M. Greulich, doyen du parti socialiste suisse, qui invita le gouvernement fédéral à prendre l'initiative d'une demande d'armistice, prélude de l'ouverture des négociations de la paix. Mais M. Greulich est le même qui, au printemps dernier, accepta de présenter au parti socialiste italien le nommé Nathan, envoyé d'Allemagne pour offrir aux Italiens la somme de 200.000 francs et pour les inviter à mener une campagne intense en faveur de la neutralité de leur pays. M. Greulich, dit-on, est homme de bien. C'est qu'aujourd'hui on décerne le certificat d'honnêteté à quiconque agit sans réclamer de salaire, comme si la défaillance morale ne pouvait avoir d'autre forme que la malversation ou le pot-de-vin.

Désintéressé ou non, il est acquis que M. Greulich fut intermédiaire dans une négociation intrinsèquement malhonnête ; que cette négociation fut entreprise sous le patronage du gouvernement allemand, pour son compte, à ses frais ; que M. Greulich, par conséquent, collabore aux opérations de M. de Bülow qui intriguait alors en Italie comme il intrigue aujourd'hui à Lucerne.

Tel est le cas unique où l'on ait vu un Suisse prendre une initiative et s'engager en personne pour la cause de la paix. Par contre, je n'ai recueilli ni un témoignage, ni une appréciation, ni une assertion même conjecturale qui contredise la croyance absolue à l'origine allemande des rumeurs de paix. Personne ne doute, le doute ne saurait, d'ailleurs, subsister après les commentaires dont la *Nouvelle Gazette de Zurich* enrichissait, mercredi dernier, le texte des conditions de la paix que l'Allemagne était prête à proposer. document qu'elle certifie authentique et de provenance excellente.

La *Liberté*, de Fribourg, n'était pas moins affirmative. En chaque phrase du document, elle reconnaissait la marque

de bonne origine et elle humait l'émanation de la *personne bien renseignée*, de sorte que loin de nier que ce texte vint des Allemands, toutes deux paraissent en tirer gloire, l'une pour l'illustration qui lui en revenait, l'autre par vénération à distance de la « personne bien renseignée ».

Ainsi donc, aucune contestation ne peut s'élever sur l'origine allemande des publications, indiscretions, rumeurs et autres manœuvres dont la Suisse est le foyer et, en effet, il ne s'en élève aucune. Diverses précisions de détail trouveront leur place dans la réponse à la question qui se pose naturellement, la question de fait étant résolue : Quel est le but de cette campagne ?

Achille Piista

Baby-Killers !

Baby-Killers : tueurs de bébés ! C'est le nom que Winston Churchill donnait déjà aux Allemands après le torpillage du *Lusitania*.

Or, je ne crois pas révéler un secret d'Etat en disant que le président Wilson télégraphiait, il y a trois jours, pour réclamer de Londres et de Paris une attention au blocus en faveur des petits enfants allemands qui, paraît-il, manquent de lait.

M. le président Wilson, U.S.A., en rédigeant son télégramme, tenait la plume mais c'était un agent boche qui dictait. Cet agent, un certain von Mach, hier parfaitement obscur, depuis quelques semaines s'est imposé à l'attention du Nouveau-Monde comme le créateur d'une agitation germano-américaine d'un caractère assez malin : il mène la campagne du lait condensé pour les *babies*.

« Que les Alliés bloquent la population guerrière de l'Allemagne, soit ! proclame cet agitateur à la larme facile. Mais affamer des nourrissons, des innocents qui, si longues qu'on suppose les hostilités, n'auront jamais l'âge d'y jouer aucun rôle, voilà qui est sans excuse politique, voilà qui ne saurait être compris que comme l'exaspération d'une haine barbare, contre laquelle tout Américain hautement civilisé doit protester. Mères américaines, envoyez du lait aux petits Allemands ! »

Les mères américaines ont marché. Elles ont pétitionné au président. Et le président, docile, s'est assis devant sa machine à écrire pour nous priver de respecter les bateaux de lolo que la pitié des États-Unis envoie aux petits Boches.

Londres et Paris n'ont pas encore répondu. Je les supplie de répondre : non ! « Mes petits sont charmants ! » disait le hibou. Quand on n'est pas hibou soi-même, on est d'un autre avis.

Mais il y a un meilleur argument : la demande du président Wilson, U.S.A., est du 30 décembre. Or, ce même jour, les Allemands torpillaient froidement, en Méditerranée, le bateau *Persia*, qui portait, avec quatre-vingt-six femmes, trente-six petits enfants. A l'heure où ils demandent du lait condensé pour les leurs, ils envoient les nôtres piquer une tête dans l'eau salée.

La cause est entendue.

Maurice de Waleffe

Les Communiqués

15 heures.

En Champagne, notre artillerie lourde a exécuté, au cours de la nuit, un bombardement efficace sur des baraquements ennemis, au nord de Bouconville, bois de la Malmaison.

Une attaque allemande à coups de grenades sur nos tranchées aux environs de la route de Tahure, à Somme-Py, a été refoulée.

23 heures.

En Belgique, une action de notre artillerie de campagne et de nos canons de tranchées sur les organisations ennemies de la région des Dunes a causé des dégâts importants ; deux incendies ont été allumés, deux dépôts de munitions ont sauté.

En Argonne, un tir de nos batteries a dispersé une troupe allemande en mouvement sur la route d'Avocourt à Malancourt. Sur les Hauts-de-Meuse, au Bois des Chevaliers, une vive canonnade effectuée sur les tranchées ennemies a provoqué l'effondrement de plusieurs blockhaus.

Dans l'après-midi, Nancy a reçu deux obus. La pièce ennemie a été prise sous notre feu immédiat.

Dans la région de l'Hartmannswillerkopf, violent bombardement ennemi à la suite duquel nos troupes, sur un front de deux cents mètres, se sont reportées sur la rive ouest du ravin au sud du Rehfelden.

L'ennemi n'a tenté aucune attaque d'infanterie.

AVEZ-VOUS du Papier à vendre ?

Au seuil de cette année nouvelle, est-il besoin de dire à nos lecteurs le succès grandissant de leur journal ?

Ils peuvent le mesurer chaque matin aux piles d'exemplaires dans les kiosques, et au nombre d'honnêtes gens qui lisent *L'Œuvre* dans le métro, les tramways, les trains et les gares.

Mais succès oblige. Il nous oblige notamment à développer notre outillage et à consommer beaucoup de papier. Et nous éprouvons ici toutes les difficultés de la crise économique. Pour l'outillage, elles sont à peu près résolues : nous avons pu déjà doubler notre tirage, et une nouvelle machine, qui sera bientôt mise à notre disposition, nous permettrait de le tripler — si nous étions sûrs d'avoir assez de papier. Mais la provision que nous avions faite au début et qui, suivant nos premiers calculs, devait suffire à *L'Œuvre* pour six mois, fut épuisée en trois semaines, et nous avons fait hier notre septième commande. Or, le papier ne devient pas seulement très cher et très rare, il tend à devenir introuvable, et *L'Œuvre* est présentement dans cette situation paradoxale qu'elle en vient à redouter son trop de succès.

A quoi tient la crise du papier ? Il y aura peut-être quelque jour un intérêt d'ordre public à en rechercher les causes. Les premières sont évidemment celles dont nous parlons fréquemment et qui, d'une façon générale, ont paralysé en France la vie économique : manque de main-d'œuvre, diminution des moyens de transport, etc. Nos lecteurs savent aussi combien ces inconvénients inévitables sont lamentablement aggravés par l'anarchie administrative.

Mais, en ce qui concerne le papier, des circonstances particulières compliquent encore le problème. Pendant les premiers mois de la guerre, malgré la réduction du nombre de leurs pages, certains confrères ont dépensé plus de papier que de coutume et, voyant venir la crise, ils ont fait des provisions ou des commandes qui, pour deux ans au moins, absorbent presque toute la production. Rien n'est d'ailleurs plus légitime, si ces commandes, réellement proportionnées aux besoins normaux, n'ont pas un caractère d'accaparement et de spéculation.

Quoi qu'il en soit, nous avons dû nous résigner, hier, à payer un prix exorbitant une marchandise qui valait 260 francs la tonne avant la guerre, — encore bien heureux de la trouver, et n'éprouvant que le regret de n'en pas trouver davantage.

Il est vrai que nous attendons au Havre deux bateaux qui nous apportent du papier de Norvège. Le premier, qui devait arriver le 5 ou le 6 décembre, vient seulement de toucher au port. Il faut maintenant le décharger et en transporter la cargaison, ce qui représente encore une dizaine de jours. Nous n'en pâtissons pas cette fois, car un confrère obligeant — il y en a — a bien voulu nous céder sur sa réserve la quantité nécessaire pour attendre la livraison prochaine.

Mais, dès aujourd'hui, nous devons ces éclaircissements à nos lecteurs, surtout à ceux des départements qui se plaignent souvent de ne pas trouver d'exemplaires de *L'Œuvre* en nombre suffisant dans les bibliothèques des gares ou chez certains marchands de journaux. En temps ordinaire, rien n'est plus agréable, plus encourageant et plus flatteur que de pareilles réclamations ; en temps ordinaire, nous nous empresserions de doubler nos envois dans les villes qu'on nous signale ; mais nous ne sommes plus en temps ordinaire, et nous voilà contraints d'avertir nos acheteurs au numéro que non seulement il nous devient impossible d'augmenter notre tirage, mais que nous serons peut-être un jour obligés de le restreindre, ne fût-ce que quelques semaines.

Nous espérons bien n'être jamais réduits à cette fâcheuse extrémité ; nous espérons même que, parmi nos lecteurs, il se rencontrera quelqu'un pour tirer *L'Œuvre* d'embarras. S'il peut nous procurer le précieux papier que nous avons quêté vainement aux quatre coins du monde, nous sommes disposés à lui faire une forte commande.

Du moins, quoi qu'il arrive, nos abonnés seront toujours certains de recevoir *L'Œuvre* très ponctuellement, et ce nous sera une occasion nouvelle de reconnaître leur empressement à souscrire. Nous n'éprouvons nulle honte à leur avouer que *L'Œuvre* vit de leur sou quotidien ; et nous éprouvons quelque orgueil à les assurer qu'elle n'a déjà plus besoin d'estimer d'autre ressource.

« Quand *L'Œuvre* aura dix mille abonnés, disions-nous à la fin de septembre, elle n'aura plus peur de rien, ni de personne... »

Le présent numéro est le cent neuvième, — et *L'Œuvre* a déjà PLUS DE HUIT MILLE ABONNÉS !

Elle ne les avait d'ailleurs pas attendus pour leur prouver sept fois par semaine qu'elle ne craint rien, — si ce n'est la disette de papier...

Gustave Téry

Qui a lu *L'Œuvre* aujourd'hui la lira demain

Propos en l'air

La Crise de l'Aviation

Voilà tantôt cinq ans que *L'Œuvre* hebdomadaire n'a cessé de la signaler, presque chaque semaine. Dès qu'elle devint quotidienne, en septembre, *L'Œuvre* s'empressa de dénoncer, une fois de plus, l'illusion dangereuse de la maîtrise de l'air, entretenue par toute la presse française. Ce fut d'abord un gros malaise. Pourtant, la campagne si justement et si vivement menée par notre collaborateur Jean Ajalbert a fini par émouvoir l'opinion, et elle a été reprise successivement par tous nos confrères.

Le 16 décembre, M. Jean Ajalbert écrivait ceci :

« Si les journaux, sur les questions de défense nationale, s'accordaient pour un effort simultané, il ne leur en coûterait pas six semaines d'union sacrée pour enlever la Bastille bureaucratique. »

« Que le problème de l'aviation soit posé par tous les journaux, le même jour, autant de jours qu'il faudra, et le Parlement et le gouvernement, sous la poussée irrésistible de l'opinion, seront bien contraints de délibérer : et la France devrait à la Presse une armée aérienne, et la victoire aérienne — et la victoire aérienne, d'où peut-être sortira l'autre. »

Il semble que l'union rêvée se réalise. *L'Intransigeant* s'écrie : « Il n'est que

Le "Temps" au beau...

Le 23 mai, le *Temps* nous annonçait « dans un court délai, la maîtrise de l'air » — avec « un chef qui a la foi, et la passion qu'elle engendre et des officiers qui lui ressemblent. »

C'était l'époque où *Je sais tout* présentait le général Hirschauer, en image d'Épinal, comme l'organisateur de la victoire aérienne. Et M. Jacques Mortane écrivait que « le tape-à-l'œil constitue la méthode allemande ». Le rédacteur en chef de la *Vie au Grand Air* affirmait : « Il est certain que, depuis longtemps déjà, l'aviation ennemie s'est virtuellement déclarée battue ». Et M. Jacques Mortane d'en fournir vingt exemples, choisis au hasard, comme il écrit, dans sa manière habituelle... !

Le 29 septembre, le *Temps*, après quatre mois de silence, retrouvait la parole pour inviter M. le sous-secrétaire d'État, récemment promu « à bien se souvenir que nous sommes en période de guerre, que les délais prennent une importance d'autant plus capitale que nous nous rapprochons de l'aboutissement de tous les efforts. »

Encore trois mois de silence, et le *Temps* enfin recherché, dans un article

Pour la Cornette !

La Croix voit en nous des « anticléricaux » que « la haine de la cornette » conduit aux « dernières sottises », à « la pure folie ».

Nous défendons ici l'œuvre de la cornette au Levant et ce que nous ont acquis là-bas trois siècles de protectorat catholique.

Nous pensons qu'une conquête et une occupation françaises de la Syrie sont les vrais moyens de tout perdre dans le reste de l'empire turc et en Syrie même.

Nous croyons, — pour prendre le pire, l'extrême pire, — qu'en un Canada syrien, palestinien, arabe, la cornette sera plus à l'aise que sous les lois, les justes lois d'un préfet ou d'un administrateur colonial.

Nous aimons mieux tout le protectorat catholique de langue française sous une fiction internationale, qui continuerait la fiction de l'empire ottoman, que le bénéfice de quelques financiers et la présence de quelques fonctionnaires en une ou deux provinces ottomanes qui, péniblement annexées, difficilement gouvernables, seraient à toute heure menacées d'invasion.

Nous ne renonçons à aucun de nos droits, à aucun de nos devoirs, à aucun de nos intérêts, à aucune de nos traditions au Levant, et c'est pourquoi nous voudrions que, le plus tôt possible, notre gouvernement les consignât toutes et tous en un contrat valable avec nos alliés de Londres, de Rome et de Pétersbourg.

XXX

temps. » Le *Journal*, qui déjà nous a suivis, poursuit : « C'est également notre avis. Et nous allons aider à cette réaction salutaire. » La *Guerre sociale* n'avait pas attendu la victoire pour jeter le cri d'alarme. Le *Petit Parisien* proclame à son tour dans un titre sensationnel : « Il y a une crise de l'aviation, il est urgent qu'elle cesse », et, sous ce titre, M. d'Aubigny, député, président de la sous-commission de l'aéronautique, prononce un véhément réquisitoire. Enfin, la censure seule a retardé la publication par *L'Homme enchaîné* de l'article documenté qu'il imprimait ce matin.

La commission de l'armée a approuvé à l'unanimité des membres présents M. d'Aubigny, dont le rapport a été adressé directement à M. le président du Conseil et au ministre de la guerre, par-dessus la tête de M. René Besnard ; le fait est gros de conséquences.

Le *Temps*, seul, comme le signale M. Jean Ajalbert, maintient la défense de l'administration présente de l'aéronautique ; il le fait en des termes qui ont causé quelque émotion à la Chambre ; ils seraient la reproduction exacte des communications du sous-secrétaire de l'aéronautique à la commission de l'armée, dont le président et les membres se défendent d'avoir fait part à la presse.

Il y a donc, dans l'opinion, un mouvement nuancé d'inquiétude, les raisons de la nouvelle et fâcheuse panne de l'aviation militaire...

La reprise d'activité de nos aviateurs contre les centres de munitions et les nœuds de communication de l'ennemi a produit un excellent effet. On commençait à s'inquiéter d'une trop longue inaction et à en rechercher les causes. Quel était le mauvais génie de cette organisation à rebours, qui semblait poursuivre le record d'un concours de lenteur ? Le succès opportun de deux ou trois raids bien faits, au moment précis où le public se posait la question, flatta de nouveau les imaginations...

Il serait fâcheux qu'on pût se dire que ces brillantes opérations récentes aient eu surtout pour but non pas de renverser telle précaution ou tel projet de l'ennemi, mais de répondre à des critiques de presse et de sauver certaines personnalités... D'autre part, il faut que le rouage administratif se mette au rythme du temps de guerre. Les lenteurs des bureaux, les détours du labyrinthe habituel doivent être abrégés. Il est indispensable de coordonner les mouvements des différents ateliers et des instances par lesquelles les parties de l'aviation — idéal ou non — doivent passer depuis le moment où il est conçu par le cerveau de l'ingénieur jusqu'au jour où il est livré aux parcs d'où il prend son vol.

Si chacun travaille de son mieux, chacun travaille aussi de son côté. Et cela n'en finit pas. It is a too much long way... Peut-on continuer à voir des hélices construites par un service qui ne connaît pas les appareils, et des moteurs établis par un autre service qui n'est pas en état de les adapter

lui-même ? Où sont les agents de liaison ? Trois ou quatre organisations, même zélées, travaillant chacune à part, ne font pas un organisme.

Voilà pourquoi l'aviation militaire, entre deux brillants et même utiles à-coups, tourne sur elle-même et n'avance pas.

J'étais tout à la joie de ces observations qui, dans la sérénité du Temps, prenaient l'importance officielle qu'elles ne sauraient avoir, aux yeux du Gouvernement, dans le ciel orageux de l'Œuvre.

Et le rédacteur du Temps terminait :

C'est le même défaut qui paralyse ce service, comme celui des transports sur lequel une enquête de presse a dévoilé les choses les plus invraisemblables, et malheureusement les plus vraies. Dans les deux cas le remède est identique : établissement d'une organisation cohérente, et choix de personnalités dirigeantes qui aient l'expérience de leur ressort et ne perdent pas le temps à un apprentissage qui coûte trop cher.

En 1870, quand il fallut improviser en pleine guerre — c'est l'habitude — une artillerie nouvelle, le gouvernement de la Défense nationale fit appel à un industriel, M. Ménard-Dorian, qui ignorait les méthodes administratives mais produisait dans le délai le plus court les canons dont on avait besoin. Pour seconder nos sous-secrétaires d'Etat — et même pour les guider, si besoin était — avons-nous d'autres Ménard-Dorian (1) et en nombre ? Quelle autorité ont-ils vis-à-vis des fonctionnaires de carrière ? Et dans les bureaux mêmes, a-t-on abattu les murs qui séparent les services, qui font qu'on s'ignore entre voisins et qu'aucune liaison n'est possible entre gens travaillant à la même besogne ?

En ce moment, il s'agit de munitions, de transports rapides et d'une armée de l'air qui double l'armée de terre ou plutôt la précède ; il s'agit du coup décisif pour la guerre et de la circulation du sang d'un pays qui doit nourrir la guerre. Simplifier, réunir et lier, mettre ou garder chaque homme à sa place, toute la solution est là. Or, voici venir la onzième heure.

Chacun à sa place, souhaitait le Temps, la dernière semaine de décembre ! Notre confrère est tôt revenu de son audace. Dès le lendemain, dans un looping savant, il rendait sa confiance à nos dirigeants de l'aéronautique, en publiant une « Opinion anglaise sur l'aviation française » d'une rare opportunité :

On a reproché chez nous aux services de l'aviation, dit le Temps, de manquer de coordination. Il est curieux de connaître sur ce point l'avis d'un journal spécialiste anglais, la revue *Aeronautic*. Il déclare que ce sont nos alliés (et il faut lui en laisser la responsabilité) qui manquent de cette qualité. Voici l'article :

« Les services aériens anglais semblent s'ignorer. La cause de nos erreurs est facile à trouver.

« Tout le mal vient de l'absence d'une tête unique pour diriger.

« Sachons reconnaître nos torts et profitons de l'exemple d'autrui. Il existe en France pour tous les besoins et projets un unique service de l'aéronautique responsable envers le ministre de la guerre, M. Besnard, depuis sa nomination, pris des mesures dont l'effet sera de mobiliser et d'organiser en France les industries de l'aviation qui dans le passé avaient souffert, bien qu'à un degré moindre, des mêmes infirmités que les nôtres.

« Voici une de ces mesures. Dorénavant le contrôle du travail dans les usines d'appareils d'aviation et de matières premières pour les constructions aéronautiques appartiendra au S. S. E. A. M. et formera pour la durée de la guerre le service industriel de l'aéronautique militaire. Le directeur du nouveau département a déjà été nommé : c'est le commandant d'artillerie Grad. »

« A la lecture de ce communiqué de l'*Aeronautic* londonien, ne vous souvenez-vous pas du compte rendu fantastique de l'*Associated Press* américaine, dont le correspondant décrivait « une armée aérienne d'aéroplanes de bataille, de croiseurs, d'éclaireurs et de torpilleurs, tous fortement blindés et portant des canons de trois pouces et des mitrailleuses à tir rapide... L'aéroplane de bataille géant a principalement attiré l'attention... »

Mais le Temps ne s'est pas contenté de reproduire la note anglaise, qui rendait un tel hommage à M. René Besnard. A ce cadeau de Christmas le Temps du 1^{er} janvier veut joindre ses éternelles personnelles.

« AURONS-NOUS DES AVIONS ? » interroge le Temps, pour rassurer l'opinion publique troublée par « des polémiques répétées ». Avons-nous un programme ? Notre confrère nous rapporte que M. René Besnard a dit : « L'aéronautique militaire subit une crise de croissance qu'on a le droit d'entourer de toutes les précautions nécessaires. » Il nous explique que les organes de l'aéronautique sont le G. Q. G., organe d'indication, à l'avant ; au centre, le S.-S. d'Etat, et à l'arrière les constructeurs. Mais laissons parler le Temps :

D'après cet exposé, il apparaît bien que la première chose à réaliser, c'était une entente étroite entre le commandement aux armées et le sous-secrétariat d'Etat. Que les patriotes se réjouissent ! on peut annoncer aujourd'hui que cet accord est depuis quelque temps déjà entièrement réalisé. L'opinion publique apprendra avec soulagement que, si certains nuages légers avaient pu, à un moment donné, obscurcir le ciel de cette entente, ils sont aujourd'hui entièrement dissipés.

(Les polémistes n'avaient donc pas tout à fait tort quand...)

Continuons d'écouter :

Nous ne trahirons aucun secret en disant qu'après la présentation d'un premier programme, qu'on peut appeler le programme idéal, qui avait réuni tous les suffrages, on s'est arrêté, uniquement à cause des néces-

sités de temps et de fabrication, à un programme définitif rédigé dans l'unité de vue la plus complète entre le grand quartier général et le sous-secrétariat d'Etat, avec la pleine approbation du ministre de la guerre.

D'accord, avec cette remarque que le programme dit idéal était tout simplement inepte, de l'avis unanime des concurrents, que nous avons enregistré à l'époque, — que l'on a gaspillé des mois et que le programme définitif est terriblement aléatoire ; on en est toujours à attendre les résultats problématiques des concours... de demain.

Le Temps reconnaît que l'organisation ancienne a été justement critiquée. Aussi une nouvelle organisation a-t-elle été mise en vigueur... le 23 décembre...

Il a fallu tout l'automne à M. René Besnard pour changer l'organisation déficiente ; ce ne sera pas trop de l'hiver pour essayer de nouveau jeu :

« On aura des avions ! On aura les avions nécessaires et, ensuite, haut les ailes ! conclut notre confrère... Car, désormais, les services ne sont plus confiés qu'à des officiers techniciens, à des chefs compétents... »

Ce n'est pas, toutefois, ce qui se murmure, dans certaine usine où, l'autre matin, apparut un des récents promoteurs de Chalais. Il s'arrête devant un moteur. On lui indique :

« ...Moteur rotatif... »

« Ah ! parfaitement ; ceux qui tournent, fait-il en connaissance.

Plus loin, un moteur ronfle, au banc.

« C'est un moteur à l'essai, au banc-balance... »

« Ah ! combien pèse-t-il ? interroge le visiteur. — L'un de ceux qui figurent parmi les compétences de la réforme du 23 décembre ! »

Les ouvriers présents n'ont pas ri. Ce n'était pas drôle. Et ce n'est pas pour faire rire non plus que je rapporte ces mots, mais parce qu'ils sont la réalité douloureuse en face des circulaires et de l'Annuaire. Nous aurons des avions ? Quand ? Combien ? Quels ? Bientôt, assez tôt, beaucoup et des meilleurs, espérons-le. Mais j'ai comme une vague idée que ce n'est pas M. René Besnard qui nous les donnera. M. le sous-secrétaire d'Etat a parlé de crise de croissance de l'aéronautique, pour laquelle il suffirait d'un tuteur. Il s'agit plutôt de convulsions, qui exigeraient les soins d'un spécialiste.

Jean Ajalbert

HORS D'ŒUVRE

« Touchante histoire »

La fumisterie n'est peut-être pas d'un goût exquis. Mais l'*Echo de Paris* en a servi bien d'autres à ses lecteurs.

L'histoire d'aujourd'hui, lacrymogène dans la forme, humoristique dans le fond, est ainsi intitulée : « Comment ils meurent ».

Citons textuellement l'*Echo de Paris* :

M. René X..., grièvement blessé, ayant perdu un œil dans l'un des derniers combats, est en proie à une fièvre ardente. L'infirmière qui le soigne, en lui mettant le thermomètre, ne lui cache pas que si la température montait ce serait grave ; elle lui recommande le calme et repassera bientôt pour s'assurer que la fièvre décroît.

Lorsqu'elle revient, elle trouve René X... immobile, comme endormi. Le thermomètre posé sur sa poitrine cache mal une feuille de papier sur laquelle il a écrit ces mots :

« A Mademoiselle X... Mademoiselle,

je sens que je vais mourir. En vous remerciant de vos soins si dévoués, je vous prie de faire mettre sur ma tombe cette épithète :

René au tombeau va descendre ;
Point n'est besoin de s'inquiéter ;
Il n'aura qu'un œil à fermer,
Et pas d'esprit à rendre.

Décembre 1915. »

Certes, il faut admirer la façon pudique dont, à l'intention des lectrices de l'*Echo de Paris*, on prend la température des blessés en leur plaçant le thermomètre sur la poitrine. (Nous comprenons d'ailleurs fort bien qu'un thermomètre cache mal une feuille de papier.)

Il faut admirer ce moribond pincans-rire qui compose des vers badins pendant son agonie.

Mais il ne faudrait tout de même pas dater de décembre 1915 une épigramme qui a déjà été composée au dix-septième siècle et que tout le monde connaît, excepté les académiciens de l'*Echo de Paris*.

Billets serbes

Dans les hôpitaux du littoral méditerranéen, il y a un certain nombre de malades venant de Serbie.

Beaucoup d'entre eux sont venus en France avec des billets de banque serbes ; il en est même qui n'ont pas le sou en dehors de ces billets.

Or, il leur est impossible d'en obtenir le change.

Des infirmières, pour rendre service à leurs malades, ont visité les succursales de la Banque de France, du Comptoir d'Escompte, du Crédit Lyonnais, d'autres établissements de crédit. Partout, ils ont obtenu la même réponse : « Le billet serbe n'est pas coté. »

Après l'invasion de la Belgique, les billets de la Banque Nationale de Bruxelles ont trouvé crédit près de la Banque de France et de la Banque d'Angleterre.

La Serbie n'a-t-elle pas acquis les mêmes droits, par les mêmes exploits, vis-à-vis des Alliés ?

Littérature

L'officieuse « Agence Havas », jusqu'à présent, se consacrait à la diffusion de nouvelles ayant le caractère d'informations. Voici qu'elle se consacre maintenant à la publication de nouvelles ayant un caractère purement littéraire.

Ses colonnes sont, comme celles des grands quotidiens, envahies par des « croquis de guerre ». Et l'abonné qui y cherche des renseignements sur l'attitude de la Grèce, sur le mal de gorge de Guillaume II, ou sur le texte exact des discours prononcés au Congrès socialiste, y trouve des choses de ce genre :

VOISINES. — Est-elle blonde ! Est-elle brune ! jolie ou laide ! Près de quatre mois de voisinage ne me l'ont point appris. Ma voisine est une énigme impénétrable que je désespère de déchiffrer. Elle est turque, m'a-t-on dit, et elle compte plus de trente-cinq mille sœurs pareilles dans Salonique. Trente-cinq mille énigmes vivantes... Au fait, comment vivent-elles ?

Suivent trois cents lignes d'hypothèses ; et ça se termine par une étude vécue sur un pope qui mange avec ses doigts des poissons cuits dans la graisse, en buvant une amissette à l'eau.

Après tout, l'« Agence Havas » a peut-

être engagé Pierre Loti comme correspondant spécial à Salonique.

Questions

Pour quelle raison, à Paris, est-on aussi strict pour l'éclairage nocturne, alors que, dans les grands centres de la zone des armées, à trente kilomètres de la ligne de feu, on ne prend plus aucune de ces puériles précautions contre les visites des zeppelins ?

(Amiens, entre autres villes, respandit tous les soirs de lumière.)

Pour quelles raisons, à Paris, les ministères et le gouvernement militaire sont-ils, chaque nuit, brillamment illuminés, alors que des agents verbalisent auprès des concierges de maisons bourgeoises en signalant que « la deuxième fenêtre du quatrième étage à gauche était éclairée hier au soir, à neuf heures » ?

Pourquoi les mêmes agents, qui dressent contravention « pour avoir éclairé une fenêtre », dressent-ils contravention « pour n'avoir pas éclairé une automobile ou une bicyclette »... de sorte qu'un même monsieur peut se trouver, à la même heure, titulaire de deux contraventions, l'une pour avoir allumé, l'autre pour n'avoir pas allumé ?

Villégiatures

Un blessé, hospitalisé à La Seyne, obtient un mois de convalescence.

Il habite Menton. Il serait heureux d'aller se rétablir chez lui. Mais il ne le peut pas. Toutes les villes de France lui sont ouvertes, sauf Menton.

Car Menton est interdit aux convalescents. Probablement parce que c'est un lieu de villégiature élégante et qu'il n'est pas élégant d'y rencontrer des soldats blessés.

On lit dans l'*Echo des Marmittes* :

J'ai rencontré en permission trois espè-ces d'embusqués :

L'embusqué qui vit à une moyenne de 30 kilomètres du front ;

L'embusqué qui vit dans un bureau de l'intérieur ;

L'embusqué qui vit tranquillement à son domicile.

Des trois, c'est le premier qui m'a le plus dégoûté.

La peine du talion

L'annonce suivante a été insérée dans un journal de Zittau (Saxe) :

Attention ! J'avise tous les agriculteurs de Jovdorf qui refusent de me livrer du beurre qu'à partir d'aujourd'hui je ne réparerai plus leurs chaussures et les prie de venir chercher chez moi les objets qu'ils y ont encore et de régler leurs comptes.

S. V. A., cordonnier.

Sully-Prudhomme a fait un sonnet sur ce sujet (ou à peu près) :

Le cordonnier m'a dit : « Fais tes souliers [toi-même]. »

Une bonne nouvelle

M. Camille Flammarion nous apprend que nous sommes, non pas en l'année 1916, mais en l'année 1920 ; car Jésus-Christ naquit en l'an 750 de Rome, et non en 753 comme on le croyait généralement lorsqu'on a commencé le numérotage dont nous avons pris la suite.

Tant mieux. Comme ça, la guerre finira quatre ans plus tôt.

MÉPRISE...



Louis Morin

— Dis donc, Fichu, faudrait tout d'même voir à tâcher moyen de balayer la chambre !..

— Alors... oùs au'on f...rait les députés ?..

L'OFFENSIVE PROCHAINE contre Salonique

Tout fait prévoir une prochaine offensive germano-bulgare contre nos troupes de Macédoine. De puissantes concentrations austro-allemandes sont, en effet, signalées dans la région de Monastir, où sont réunis environ 100.000 hommes et de très nombreuses batteries lourdes, tandis qu'à l'autre extrémité de notre ligne de bataille, au nord de Sérès et de Cavalla, en Thrace bulgare, les contingents turcs de Rechid pachà commencent à faire leur apparition, sous la forme de ces rideaux de comitadjis qui, dans les Balkans, précèdent et annoncent toujours les troupes régulières.

D'autre part, les masses bulgares, immobilisées depuis plus de trois semaines en arrière de la frontière grecque, ont reçu d'amples approvisionnements en munitions, des renforts considérables en hommes, et ont à peu près réussi à remettre en état les voies de communication endommagées par les Franco-Anglais en retraite. Les vastes travaux de fortification exécutés par les Bulgares sur leurs positions actuelles ne constituent qu'une simple mesure de précaution, destinée à parer à toute éventualité, à arrêter une poursuite possible comme le firent les tranchées de l'Aisne après la bataille de la Marne.

La partie qui va s'engager en Macédoine est, en effet, si grosse de conséquences pour nos adversaires qu'il ne leur faut rien négliger et l'on comprend que les états-majors allemand et bulgare, qui multiplient depuis une semaine leurs conseils de guerre à Sofia, éprouvent le besoin de se concerter avant de la risquer.

Comme je l'ai écrit ici il y a six semaines, la réussite du plan politico-militaire combiné entre Berlin, Sofia et Athènes était subordonnée à deux faits, dont la réalisation était considérée comme certaine par les coalisés : une défaite écrasante des Alliés sur le Vardar et la possibilité pour les Allemands d'achever seuls, sur territoire grec, la poursuite des Franco-Anglais en déroute vers Salonique. De son côté, le gouvernement grec supprimait toute opposition politique en Grèce par la mobilisation qui avait, de plus, l'avantage de permettre des élections truquées. Les Alliés vaincus, la Grèce se contentait de couvrir leur rembarquement, et la farce était jouée.

Les événements ont fait échouer ce plan. Et du même coup la mobilisation grecque, qui était d'une habileté politique suprême dans le cas de notre défaite, est devenue par notre victoire une faute énorme. Toute la situation s'est retournée au profit des Alliés. Aucune sympathie du roi Constantin, aucun engagement de son gouvernement ne pouvaient, en effet, prévaloir contre la haine de l'armée pour l'« ennemi héréditaire ». Et les Bulgares, comme je l'avais prévu, ne sont pas entrés en Grèce et ont dû, la rage au cœur, assister impuissants, derrière la fiction d'une ligne frontière, à la mise en état de défense par nous de Salonique et de la Chalcidique.

Les Germano-Bulgares se trouvent, en effet, devant ce dilemme : ou bien les Bulgares n'entrèrent pas en Grèce, et alors les Allemands ne pourront à eux seuls chasser les Alliés de Salonique, que les Franco-Anglais vont achever de transformer en un formidable camp retranché d'où ils dépendront, le moment venu, l'offensive contre les occupants de la Serbie ; ou bien les Bulgares marcheront sur Salonique avec les Allemands et peut-être avec les Turcs venus de Thrace, et alors l'hostilité de l'armée et de l'opinion hellènes contre les Bulgares et contre les Ottomans autorise toutes les craintes.

Un moment, nos ennemis ont pu croire que le gouvernement grec, en démobilisant, allait faire disparaître ce péril. L'armée grecque n'a pas été démobilisée et le grand état-major, qui hait les Bulgares plus encore qu'il n'admire les Allemands, s'est même opposé à ce qu'elle fût éloignée des frontières macédoniennes.

La diplomatie ayant échoué, Bulgares et Allemands vont rendre la parole au canon. Au point où ils en sont ils ne peuvent plus reculer, quels que soient les risques et chaque jour de retard aggrave les risques, en nous renforçant. Ne pas attaquer Salonique serait de leur part un aveu de faiblesse, dont le retentissement serait fatal pour eux en Grèce et en Roumanie, et la possibilité de perdre, dans un avenir prochain, tout le fruit de leurs coûteuses victoires sur les Serbes, en laissant subsister sur leur flanc un adversaire aussi puissant et aussi décidé que le corps expéditionnaire de Salonique. Les Allemands le feront d'autant moins s'ils préparent réellement — ce dont, pour ma part, je doute absolument — une campagne contre l'Égypte dont la réussite est subordonnée à la parfaite sûreté de leurs lignes de ravitaillement.

Actuellement Berlin et Sofia tentent à Athènes un suprême effort, qui ne peut pas aboutir parce que l'opinion publique et le sentiment des troupes sont d'accord contre ce qu'ils demandent. En même temps ils concentrent leurs forces, amènent leurs réserves et leur artillerie lourde à pied d'œuvre, achèvent leur plan d'offensive. Ceci fait, et ce sera l'affaire de quelques jours encore, ils joueront le tout pour le tout et iront à la bataille.

Et le jour où les Bulgares et les Turcs apparaîtront au seuil de cette Macédoine que gardent les mêmes soldats grecs qui la leur ont arrachée, il y a deux ans, ces soldats, comme l'ont fait en Epire, il y a dix jours, leurs camarades d'Argyrocastro et de Korytza, tireront sur l'ennemi héréditaire.

Henri Pozzi

"L'Œuvre" des Réfugiés

Dans les régions envahies

LA RÉPARATION des dommages

On sait que les malheureux chassés par l'invasion des régions du Nord-Est, se sont, en très grand nombre, réfugiés à Paris, où ils ont d'abord constitué des groupes par département ; on sait également que chacun de ces groupements a formé un comité, chargé de procéder à la juste attribution et à l'exacte répartition des secours en argent et en nature, de prendre en mains les intérêts de ses compatriotes et d'en assurer la défense devant les pouvoirs publics. De ces comités est bientôt sortie une fédération destinée à unifier, autant que possible, les revendications générales, et à préparer, d'accord avec le gouvernement, les bases sur lesquelles il devrait, plus tard, être procédé à de trop légitimes réparations.

On sait moins peut-être que, sur ce terrain, la fédération, ou plutôt son bureau directeur, s'est trouvée en face d'une législation nouvelle. Jusqu'à la fin de 1914, l'Etat ne reconnaissait pas aux victimes de la guerre d'autres droits que le droit au secours. Ce qu'était ce secours ? Dans quelles proportions réparait-il le dommage éprouvé ? Il n'y avait là rien de fixe, rien de bien déterminé. Secours, c'est très vague ; c'est surtout très arbitraire. On a donc voulu remédier, pour la guerre actuelle, aux graves inconvénients que pouvait présenter, et que présentait, en effet, cette simple allocation d'un secours. Le mot lui-même était, d'ailleurs, malheureux : il porte avec soi l'idée d'assistance, toujours un peu humiliante pour qui reçoit, pénible à qui sollicite ; et l'on s'était demandé, d'abord, s'il ne conviendrait pas de substituer *indemnité* à *secours*. Dans la pratique, il n'y aurait rien de changé, et ce n'était vraiment pas assez. Le gouvernement l'a compris, et il a fait voter la loi nouvelle, du 26 décembre 1914, qui, très justement, très nettement, consacre pour tous les sinistrés de la guerre « le droit » à la réparation des dommages qu'ils auront éprouvés.

Réparation ! Droit à la réparation ; droit reconnu, droit proclamé, droit sanctionné par la loi !

Les réfugiés ont accueilli cette nouvelle avec bonheur. Il ne s'agissait plus pour eux d'être indemnisés en partie, sans règle fixe, de ce qu'ils auraient perdu, non, c'était bien plus et c'était bien mieux : l'Etat garantissait la réparation des dommages, de tous les dommages.

Mais il y a loin de la coupe aux lèvres ; et nos malheureux sinistrés des régions du Nord n'ont pas tardé à s'en apercevoir. La reconnaissance formelle de leur droit à réparation tend à tourner pour eux en déception, d'autant plus douloureuse que la joie avait été d'abord plus vive. C'est que le mot de *réparation* prête à plus d'un commentaire. A première vue, on le trouve très clair, et l'on ne voit pas comment on pourrait le traduire autrement que par : rétablissement *tel quel* de ce qu'étaient, avant la guerre, l'usine détruite, la maison incendiée ; ou attribution d'une somme d'argent équivalente à leur valeur reconnue. Oui, pour les âmes simples, il en est ainsi, en effet ; mais c'est que les âmes simples ne savent pas tout ce que la jurisprudence peut mettre entre le texte d'une loi et l'application de cette loi.

Et d'abord, n'y aurait-il pas lieu, demande la jurisprudence, de distinguer entre les dommages éprouvés par des particuliers et les dommages éprouvés par des collectivités ? Ne pourrait-on pas ajourner la réparation de ces derniers ? Ajourner ! Pourquoi donc ? Est-ce qu'il n'est pas aussi intéressant de reconstruire une mairie, une école, une église, un marché, que de rebâtir une maison ? Est-ce que l'usine appartenant à une société par actions ne donne pas du travail et les salaires correspondants à des ouvriers, tout aussi bien que celle d'un particulier est propriétaire ? Est-ce qu'il serait possible d'ajourner la remise en prompt exploitation de service d'un réseau de chemin de fer, sous prétexte que, s'appliquant à une compagnie, la réparation est moins intéressante que celle qui s'appliquerait à un individu ?

Ce *distinguo* a semblé inadmissible au comité de la fédération, et il le dit par l'organe de son rapporteur, M. Gouge, qui a le mérite de parler très simplement, très clairement, et dont l'argumentation se présente avec autant de force que de méthode. Il ne s'agit pas, en effet, dans la loi votée, de réparations plutôt que d'autres. La loi déclare qu'il y aura *réparation*. Et cela ne peut s'entendre que d'une réparation générale, simultanée et complète de tous les dommages éprouvés, quel que soit le lien, quelle que soit l'importance, quelles que soient la ou les personnes.

Mais ce n'est pas tout. La loi qui sanctionne le droit à la réparation n'a pas dit un traitre mot des conditions dans

lesquelles ce droit pourrait s'exercer, et voici que maintenant ces questions se posent et se discutent non sans une certaine âpreté : faut-il entendre, par réparation, le pur et simple rétablissement dans le *statu quo ante bellum* ? Voilà, par exemple, une usine détruite de fond en comble. Va-t-on la reconstruire, à la même place, telle qu'elle était, avec le matériel qui s'y trouvait ? Ce serait souvent de l'argent bien mal employé. Depuis l'établissement primitif, en effet, il a pu être reconnu que l'emplacement avait été mal choisi, que les constructions ne répondaient pas aux besoins, que le matériel était défectueux. Remettre en l'état, simplement, cet ensemble de choses vieilles, démodées, devenues à peu près inutilisables, c'est, à proprement parler, jeter son argent à l'eau ; et c'est pourtant ce qu'il faudrait faire en s'en tenant au sens strict du mot *réparation*. « Donnez-nous la valeur correspondante, en argent ; ne nous soumettez pas à un emploi forcé de telle ou telle nature, disent les sinistrés ; et nous vous le rendons quitte de tout. » Oui ! mais que vaut l'entendre par « valeur correspondante » ? Celle des bâtiments détruits ou celle des bâtiments neufs ? Et qui sera juge de cette valeur ?

Des commissions locales d'abord, répond le gouvernement, et une grande commission de révision en dernier ressort, commission dite supérieure, ne devant pas comprendre moins de 58 membres.

Mais regardez-y de près : dans cette commission de 58 membres, un seul — qu'on le retiennent — un seul serait le représentant direct des sinistrés, les autres étant en majeure partie fournis par le gouvernement lui-même qui se trouve ainsi maître absolu des résolutions dernières, et qui fait ce qu'il veut, comme il le veut, de l'application de sa loi.

Encore inadmissible, tout à fait inadmissible, déclare la fédération des réfugiés et son rapporteur avec elle. Il paraît bien que la raison est pour eux, et aussi la justice. Sera-ce suffisant pour triompher des habitudes d'arbitraire et de l'esprit de chicane ? On voudrait dire que le doute n'est pas possible !... Mais... mais... mais !

A. Cortilliot,
directeur du « Journal de l'Aisne ».

La terreur en Belgique

Le régime de la terreur instauré en Belgique depuis l'arrivée du gouvernement militaire von Sauberzweig, appelé à la rescousse par le gouverneur civil von Bissing, n'a fait qu'empirer ces dernières semaines.

Tout est prétexte à poursuites arbitraires, à condamnations révoltantes. Chaque fois que les Alliés obtiennent un succès soit au cours de leurs attaques sur terre, soit au cours de leurs raids aériens, la rage impuissante des Allemands se manifeste par quelques condamnations nouvelles.

Ainsi, il y a une quinzaine de jours, deux avions alliés, survolant la Meuse, allèrent jusqu'à Namur et y jetèrent des projectiles qui endommagèrent assez sérieusement la gare et les voies. Ils gagnèrent ensuite Liège.

L'un des deux appareils eut une panne qui l'obligea à atterrir non loin de Marche-les-Dames, mais il put repartir avant l'arrivée des Allemands et rentrer dans les lignes françaises.

Que croyez-vous qui arriva ? Ce fut la population qui paya. Des affiches rouges, dont on connaît trop la signification, recouvrirent les murs de la ville et des communes environnantes, annonçant que « pour avoir aidé un aviateur ennemi » le tribunal de campagne condamnait ; Jean Lenoir, ébéniste, à dix ans de travaux forcés ; sa femme Louise Lenoir à cinq ans ; Louis Payen, chauffeur, à cinq ans ; Marcel Balza, domestique de ferme, cinq ans, et Jean Leroy, mécanicien, cinq ans.

Un autre jour, un raid d'avions alliés détruisit des cantonnements allemands dans le Luxembourg belge ; de nouveau, la population fut rendue responsable sous le même prétexte.

Cette fois, le tribunal de guerre fut plus sévère et frappa treize personnes de peines variant de quinze ans à deux ans et demi de travaux forcés. Ce sont les nommés Charles Baudoux, entrepreneurs à Saint-Mard, quinze ans ; J.-B. Penis, journalier à Saint-Mard, douze ans ; Jules Smal, garde-convoi, dix ans ; Marcel Lambert, employé des postes à Virton, cinq ans ; l'épouse Arm. Rigot, aubergiste à Nassogne, trois ans ; Julie Legrain, tailleuse à Saint-Mard, trois ans ; Joseph Paquez, garde-chasse à Saint-Michel, deux ans et demi ; Louise Barret, religieuse à Nassogne, deux ans et demi ; Armand Ligot, aubergiste à Nassogne, deux ans et demi, et l'épouse Dupont, aubergiste à Nassogne, deux ans et demi.

En outre « pour n'avoir pas dénoncé en temps utile les méfaits jugés par le conseil » l'épouse et le fils du condamné Smal ont été arrêtés et condamnés à deux mois et à trois semaines de prison.

A Liège, l'accusation de « faciliter le départ des jeunes gens pour rejoindre

les armées ennemies » continue d'être le prétexte d'arrestations et de condamnations arbitraires. La liste serait longue qui contiendrait tous les noms. En voici quelques-uns : Albert Detroz, machiniste, cinq ans de travaux forcés ; Lucien Plouette, garçon de café, quatre ans ; J. Dejardin et son épouse, aubergistes, deux ans et demi, et l'épouse J. Heldens, deux ans et demi de travaux forcés. Ces condamnations ont été prononcées par le tribunal de guerre à Liège.

Ici encore, le fait de n'avoir pas dénoncé sa femme valut à M. J. Heldens une condamnation à trois mois de prison.

Ce sont là quelques exemples avoués par les Allemands, mais qui dira jamais le nombre des victimes sournoisement et lâchement assassinées sans témoins ? De plus, on se demande à quels sentiments peuvent obéir des « juges » qui condamnent une épouse, un fils, un père, pour n'avoir pas trahi ou calomnié et vendu les siens.

P. A.

On nous écrit : Pour les vieillards de Reims

Les réfugiés de Reims habitant Paris et principalement les vieillards, bénéficiaires de la loi d'assistance de 1905, écrivirent au préfet de la Marne, pour réclamer contre le retard apporté au paiement de leurs allocations. Cette lettre demeura sans réponse. Mais un employé de la mairie vint visiter les vieillards et leur dit : « Préférez-vous toucher l'allocation de Paris ou l'assistance aux vieillards ? Il faut que vous optiez pour l'une ou l'autre : si c'est pour l'allocation de Paris, vous ne toucherez pas l'assistance aux vieillards et, si vous préférez l'assistance aux vieillards, vous n'aurez pas l'allocation de Paris. » Or si à Paris cette allocation est de 0 fr. 50, ce qui fait mensuellement 30 francs pour Paris et 15 francs pour Reims. Naturellement la plupart ont choisi l'allocation de Paris.

Mais alors qu'il passe donc l'allocation de Reims ? Il est curieux qu'une décision aussi dure ait pu être prise et appliquée, à l'entrée de l'hiver, à l'insu des intéressés.

Voilà donc les vieillards rémois avec 1 fr. 25 par jour pour passer l'hiver et, comme le moratorium n'existe pas pour eux, il leur faut payer leur loyer en garni, à la semaine et d'avance, le chauffage dont le prix augmente sans cesse, l'éclairage, l'entretien ! Il est à noter qu'ils sont arrivés à Paris avec ce qu'ils avaient sur le dos ou aux pieds, vêtements d'été pour la plupart élimés, usés et qu'ils ne peuvent remplacer. Les vêtements indispensables une fois achetés, que leur restera-t-il pour vivre ? Voici un exemple pris sur un petit loyer, pour chaque jour :

RECETTES	
Allocation parisienne journalière.	Fr. 1 25
DÉPENSES	
Loyer d'un cabinet garni (2 ^e cour), 5 fr. par mois, soit, par jour	0.714
Chauffage (1/2 boisseau houille)	0.45
Bois d'allumage	0.10
Eclairage	0.20
	1.464
Déficit.....	0.214

Quant au blanchissage, à l'entretien, à la nourriture, aux maladies qu'il faut soigner, il n'en peut être question que pour mémoire.

L'Œuvre nous a informés qu'un conseiller municipal proposait au Conseil général qu'un secours supplémentaire de 5 francs par mois soit versé à titre exceptionnel, du 1^{er} décembre au 1^{er} avril, aux vieillards infirmes et incurables du département de la Seine bénéficiaires de l'assistance obligatoire ; il serait équitable d'étendre cette disposition aux vieillards rémois, car nous ne pouvons nous, les réfugiés, être considérés comme des indésirables.

La douzième Matinée nationale

La douzième matinée nationale a été donnée hier, comme les précédentes, dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne. C'est le général Mallette qui avait été convié à la présider. Il a prononcé une allocution pleine de foi patriotique dans laquelle il a particulièrement insisté sur l'importance de la bataille de la Marne. Il a terminé par ces mots : « L'Allemagne est plus proche de sa fin qu'on ne le croit et nous verrons, avant la fin de 1916, les Barbares rejetés de l'autre côté du Rhin qu'ils n'auraient jamais dû dépasser. »

Comme toujours, la partie artistique a été fort intéressante et tous les artistes qui y ont pris part ont été fort applaudis.

Le ravitaillement des civils

M. Alombert, contrôleur général de deuxième classe de l'administration de l'armée, est nommé directeur du contrôle au ministère de la guerre, en remplacement de M. le contrôleur général de première classe de Boysson, mis à la disposition de M. le ministre du commerce pour une mission relative au ravitaillement de la population civile.

A toi Marie!

Le Conseil municipal de Dijon vient de prendre une mesure qui prouve son patriotisme, son souci de la vérité historique et indique surtout qu'il sait reconnaître ses erreurs, ce qui est rare dans les assemblées délibérantes.

Le 18 janvier 1914, c'est-à-dire peu avant la guerre, cette municipalité avait, sans penser à mal, donné à une rue de la ville le nom de « Marie de Bourgogne », fille de Charles le Téméraire. Le 27 mars suivant, un décret approuvait cette délibération.

Mais ce baptême éveilla sans doute l'attention de quelque archiviste ou professeur d'histoire de Dijon qui donna l'alarme. Cette Marie de Bourgogne avait fait preuve, de son vivant, de sentiments absolument anti-français ; elle avait même poussé son mari, Maximilien d'Autriche, à revendiquer la Bourgogne au profit de l'Empire. En résumé, c'était elle qui avait prêté à cette guerre quatre fois séculaire, et qui dure encore, entre la France et la maison d'Autriche. Marie de Bourgogne n'était qu'une Boche.

Devant ces révélations inattendues, les conseillers municipaux dijonnais tombèrent de leur haut, mais n'hésitèrent pas. Ils se réunirent aussitôt et, dans un ordre du jour fortement motivé, ils décidèrent, à l'unanimité, d'annuler leur vote.

La rue « Marie de Bourgogne » n'existe plus à Dijon.

Aux Jardies

Comme tous les ans à pareille date, le comité central de la Fédération des sociétés alsaciennes-lorraines s'est rendu hier matin aux Jardies pour rendre hommage à la mémoire de Gambetta. Une palme a été déposée sur le lit où le tribun rendit le dernier soupir, et M. Sansbœuf, président de la Fédération, prononça une allocution patriotique.

Une prise d'armes

Une prise d'arme aura lieu le jeudi 6 janvier 1916, à 14 heures, dans la cour d'honneur des Invalides, pour une remise de décorations.

Réquisition des cuirs bruts

Le sous-secrétaire d'Etat au ravitaillement a décidé qu'en vue de satisfaire aux besoins de l'armée, la réquisition générale des cuirs bruts sera exercée à dater du 5 janvier 1916. Elle frappera, d'une part, le stock existant au jour de la réquisition et, d'autre part, la production à venir.

Ce serait trop simple

Nous avons dit que le trésorier de la « Soupe populaire » du 18^e arrondissement, M. G..., était accusé d'avoir détourné 3.900 francs au préjudice de l'œuvre, dont il avait pour mission de gérer les fonds. M. Lefils, commissaire de police du quartier Clignancourt, a fait subir un premier interrogatoire à l'inculpé qui n'a pas hésité à avouer son vol, ajoutant que l'argent détourné avait été employé à ses besoins personnels. Mais, il a déclaré qu'il était disposé à démentir les plaignants. En vérité, ce serait trop simple et nous espérons bien que le procureur de la République, qui seul a qualité pour prendre une décision, maintiendra les poursuites, même si les plaignants se désistaient.

Pas de pitié pour les voleurs des pauvres.

Une lettre de M^{sr} Amette

Le cardinal Amette, archevêque de Paris, vient d'adresser aux membres de son clergé, en service aux armées, une lettre d'encouragement au cours de laquelle il rappelle que le clergé de Paris a déjà offert « trente-trois victimes pour le salut de la patrie ». Le cardinal ajoute :

L'escroquerie aux dommages de guerre

Le sieur Emile Fréville, propriétaire du domaine de Merchines, écart de Lisle-en-Barrois (Meuse), vient de comparaître devant le conseil de guerre siégeant à Bar-le-Duc, sous l'inculpation de tentative d'escroquerie et de vols simples au préjudice de l'Etat et de particuliers.

Fréville avait estimé à 143.000 francs le montant des dommages que lui avaient causés les Boches, et la commission d'évaluation des dommages de la guerre, réunie en septembre dernier, trouvant ces comptes fantastiques, avait porté plainte.

Une enquête fut ouverte qui démontra que Fréville réclamait la valeur de bien de choses que les Allemands ne lui avaient pas prises, notamment de 1.200 bouteilles de vins fins qu'il avait soigneusement cachées en lieu sûr et qu'on retrouva intactes. Il fut également prouvé que l'inculpé s'était emparé de chevaux appartenant à l'armée et de bestiaux qui étaient la propriété de voisins.

Il n'en fallut pas plus pour amener Fréville devant le conseil de guerre qui l'a condamné à deux ans de prison, 2.000 francs d'amende et à la restitution des chevaux et des bestiaux volés.

Ce jugement est intéressant, car il crée une jurisprudence pour l'escroquerie aux dommages de guerre.

LA VIE CHÈRE

Marché calme, hier matin, aux Halles centrales ; les prix n'ont pas subi de variations sensibles.

VOLAILLE	
	Le kilo
Poulet	4,40 à 4,80
Lapin	2,75 à 2,80
Oie	2,40 à 2,80
POISSON	
	Le kilo
Cabillaud	1,00 à 1,25
Carlet moyen	1,50 à 1,75
Congre	1,50 à 1,75
Raie	1,25 à 1,50
Hareng français, le cent	5,00 à 12,00
Maquereau moyen	20,00 à 35,00

Nos ciseaux

La question de l'aviation

Des Débats :

Nous avons protesté quand, pour des motifs politiques fort médiocres, le gouvernement a cru devoir créer un sous-secrétariat d'Etat à l'aviation. Nous n'avions que trop raison. Ce n'était pas seulement une dépense inutile, et l'on sait que, outre le traitement du sous-secrétaire d'Etat, elle s'est chiffrée par une augmentation de 45.000 francs rien que pour l'installation des bureaux. On s'aperçoit aujourd'hui que ce luxe d'administration ne nous a rapporté qu'une crise plus grave dans le service administratif.

La crise n'est pas niable. Elle se manifeste de bien des façons, et il suffit d'entendre les plaintes simultanées des aviateurs et des constructeurs pour la constater. Nous n'entrerons pas dans le détail, au courant duquel le public n'a pas à être mis. Qu'on sache seulement qu'au printemps dernier notre aviation avait conquis la maîtrise de l'air et qu'elle l'a perdue, et que cela constitue un grave danger. Elle l'a perdue en cessant de progresser. De mois en mois, la fabrication se réduit. Il y a en France plus de candidats aviateurs qu'on n'en peut employer, plus d'usines et d'ouvriers constructeurs qu'on n'en sait utiliser, plus d'inventeurs qu'il n'en est besoin. C'est la direction qui manque pour en tirer parti. Les vérités de bon sens sont méconnues ; l'expérience technique, l'expérience militaire, l'expérience industrielle et l'expérience administrative manquent également au sous-secrétariat d'Etat, et c'est tout naturel. Comment l'unique métier de la politique donnerait-il tout cela ?

Du *Petit Parisien*, L. d'Aubigny, député :

L'aviation militaire traverse une crise redoutable.

A défaut d'autres preuves, celle-ci suffirait : la production de nos avions a été en novembre inférieure de plus de 25 0/0 à celle du mois de septembre et l'on affirme qu'elle a fléchi encore dans le courant du dernier mois.

Mais si l'on examine la valeur de notre cinquième arme, non plus sous le rapport de la quantité des appareils dont elle dispose, mais sous celui de leur qualité, on arrive à cette triple constatation :

1^o Une nous sommes en réel progrès sur le début de la guerre ; 2^o que ce progrès nous a donné vers mars la maîtrise de l'air ; 3^o que nous sommes actuellement en infériorité sur l'adversaire.

L'on peut tirer de ces constatations à la fois une confiance raisonnée et une inquiétude profonde pour l'avenir.

Comment n'aurions-nous pas confiance puisque le génie inventif de nos ingénieurs constructeurs a pu, en quelques mois, nous assurer une suprématie dont au début des hostilités l'accumulation de fautes qui, malheureusement, n'ont pas servi à tous de leçon salutaire nous avait privés ?

Comment, par contre, ne serions-nous pas inquiétés lorsque nous voyons que ces progrès ont été arrêtés, au point de permettre à l'ennemi de reprendre sur nous une supériorité. Ce qu'il importe de savoir, c'est ce que nous informons chaque jour ?

Il ne peut entrer dans le cadre d'un article d'exposer toutes les raisons de ces inquiétudes. Ce qu'il importe de savoir, c'est que le gouvernement en a été informé par les travaux de la commission de l'armée.

Déjà d'armement de nos avions, défaut de vitesse de nos avions de chasse, manque de sécurité de fonctionnement de certains moteurs. Manque d'ordre, de méthode dans tous les services de l'arrière, etc., etc. Tout a été dit, exposé par la commission de l'armée qui toujours, à l'unanimité de ses membres présents, a voté des conclusions claires, précises ; et, à la lumière aveuglante des faits, celles-ci apparaissent maintenant comme prophétiques.

Les Syriens dans l'Amérique du Sud

Du *Temps*, cette lettre de Buenos-Aires :

Il y a dans l'Amérique du Sud un élément de pénétration dont la propagande et le commerce français pourraient tirer un plus grand parti qu'il n'a été fait jusqu'ici. Ce sont les Syriens, voyageurs et colporteurs, qui valent l'Allemand pour l'activité, la ténacité insinuante, l'esprit d'entreprise. Il y en a plusieurs centaines de milliers dans les Amériques, répandus jusque dans les endroits les plus éloignés de l'intérieur. Ils font un trafic considérable, et un certain nombre opèrent déjà avec une quarantaine de commissionnaires établis à Paris. Ce seraient des auxiliaires précieux pour répandre l'article français. On les appelle, dans le Sud-Amérique, *mascates* ou *turcos*, nom impropre, car ils ne sont pas turcs bien que sujets ottomans. Ils sont d'ailleurs nos protégés en l'absence d'autorités ottomanes, et de récents incidents qui se sont produits à Buenos-Aires ont été l'occasion pour eux de manifester leur attachement traditionnel à la France. L'émir Emin Arslan, libanais, consul de Turquie en Argentine, refuse depuis de longs mois de remettre, malgré les ordres de son gouvernement, qui l'a rappelé, les archives de son consulat à la légation d'Allemagne. Il a, dans cette résistance, l'appui des Syriens de Buenos-Aires, qui ne veulent pas être les ressortissants de l'Allemagne. Il a réparti entre une cinquantaine de notables syriens les archives consulaires qu'il ne veut pas livrer. L'affaire est devant la cour suprême argentine, le gouvernement de Buenos-Aires se refusant à user, sans un arrêt judiciaire, de l'action coercitive requise, par le ministre d'Allemagne. L'émir appuie sa résistance sur une campagne de presse et de conférences pour la cause des Alliés. Il la soutient dans sa nouvelle revue *la Nôla*, contre la propagande des Allemands, qu'il appelle plaisamment ses « têtes de Turcs ». Il a d'ailleurs fort à faire contre les organes à la solde de l'Allemagne, contre les gens apostés parmi les groupes stationnant devant les journaux, pour commenter les nouvelles dans un sens favorable aux Allemands, enfin contre les feuilles volantes imprimées en langue arabe, destinées aux Syriens eux-mêmes par les propagandistes turcs. Nous en avons vu qui portent le cachet d'une grande maison allemande de Rio-de-Janeiro.

NOUVELLES DE LA DERNIÈRE HEURE

AUTOUR DE SALONIQUE

Le cas des quatre consuls

Salonique, 31 décembre. — Les consuls d'Allemagne, d'Autriche, de Bulgarie et de Turquie, à Salonique, envoyés à bord d'un transport français, y resteront jusqu'à ce que les pourparlers diplomatiques engagés avec la Grèce sur cette question soient terminés.

Le consulat d'Allemagne est gardé par deux soldats anglais, le consulat bulgare par deux soldats français.

On annonce de Sofia que la presse bulgare accuse la Grèce de connivence avec les Alliés.

La protestation de la Grèce

Athènes, 1^{er} janvier. — Le gouvernement hellénique se trouve en présence des réclamations des quatre gouvernements dont les consuls ont été arrêtés, mais aussi en présence du fait du bombardement de Salonique par les avions allemands, lequel constitue un acte de guerre parfaitement qualifié. On estime que la gravité de cet acte ne pouvait manquer d'influer sur la façon dont le cabinet envisage la mesure prise par les autorités militaires franco-anglaises, mesure contre laquelle il ne saurait élever qu'une protestation de principe et pour la forme.

Relations militaires franco-grecques

Salonique, 1^{er} janvier. — Le général Moschopoulos a adressé au général Sarraïl un télégramme exprimant ses compliments et ses souhaits au commandant de l'armée française et à ses troupes.

Le général Sarraïl a répondu en envoyant au chef du troisième corps d'armée grec, en son nom et au nom de ses troupes, ses souhaits pour lui et pour les troupes hellènes.

Arrivée du roi Pierre

Athènes, 1^{er} janvier. — L'Embro écrit qu'à l'occasion de l'arrivée du roi Pierre de Serbie à Salonique, les autorités grecques de la ville lui rendront les honneurs.

Les manifestations du peuple seront très sympathiques, car elles s'adressent au souverain d'un Etat ami.

Il est probable, si toutefois les circonstances le permettent, que les députés serbes qui se trouvent déjà en grand nombre à Salonique, se réuniront en assemblée.

Salonique, 1^{er} janvier. — Le roi de Serbie est arrivé à minuit, incognito, en rade à bord d'un contre-torpilleur français.

Le général Sarraïl, le général Mahor et le général grec Moschopoulos lui ont rendu visite à bord dans la matinée.

Le roi descendra à terre demain.

Athènes, 2^e janvier. — La plupart des journaux saluent avec sympathie l'arrivée du roi Pierre à Salonique. Ils estiment que le séjour du roi de Serbie à Salonique ne sera pas de longue durée; ils pensent qu'à son retour de Salonique, le souverain pourrait s'arrêter quelques jours à Athènes.

Le Kairi dit :

« Le gouvernement hellénique verrait avec plaisir la rencontre à Athènes des souverains de Serbie et de Grèce. »

Le gouvernement a chargé le préfet de Salonique de saluer en son nom le roi Pierre.

Mackensen attaquera bientôt

Genève, 2^e janvier. — On mande de Sofia aux *Dernières Nouvelles de Munich* que l'entrevue entre le général de Mackensen et le commandement suprême bulgare a abouti à l'entente complète sur la conduite future de la guerre et résolu la question du commandement supérieur; de telle sorte que tous pourparlers subséquents seront inutiles.

Les opérations contre les Anglais et les Français commenceront bientôt et seront menées activement.

Vigoureuses offensives russes

Communiqué russe

Pétrograd, 1^{er} janvier. — *Front occidental.* — Sur le front de Riga, jusque dans la région du Pripet, aucun changement.

Sur le Pripet, les combats continuent avec le même acharnement.

Dans le secteur de la rivière du Styr, entre le chemin de fer de Kovel à Sarny et la bourgade de Tchortorysk, nous avons passé sur la rive gauche du Styr et nous nous sommes emparés du village de Khriast.

Des contre-attaques acharnées de l'ennemi pour nous rejeter sur la rive droite du Styr sont restées sans succès, de même que les tentatives de l'ennemi pour nous évacuer de la région de la colonie de Milahseff, au sud-est de la bourgade de Kolki.

Au nord de la gare d'Olyk, nous avons progressé et avons consolidé le terrain conquis.

Sur le front de la rivière de la Strypa, nous avons occupé deux lignes de tranchées ennemies. Dans la région d'Oussetchko, nous avons refoulé l'ennemi sur la rive droite du Dniester.

Entre le Dniester et la frontière roumaine, nous avons atteint les fils de fer barbelés de l'ennemi, les avons détruits et nous avons consolidé le terrain gagné.

Front du Caucase. — Dans la nuit du 29 au 30 décembre, nos éclaireurs ont attaqué un poste avancé très près du mont Karatasch, au sud de Khorassan. Nos éclaireurs ont passé à la baïonnette les sentinelles, ont pénétré jusqu'aux abris où se trouvaient les renforts de ce poste, et y ont jeté des bombes; les Turcs travaillaient à l'entée de leur abris, mais ils ont été tués.

Dans la région au sud du lac d'Ournia, un de nos détachements, le 29 décembre, sous la poussée de l'ennemi, dans le défilé près du village d'Inderkasch, à mi-chemin de Soudjeboulak et de Miandoab, s'est replié vers le nord-est dans la direction de Miandoab.

CINQ CORPS ALLEMANDS EN TYROL

Londres, 2^e janvier. — Le correspondant bernois du *Morning Post* mande à ce journal :

« On annonce, d'une source digne de foi, que, dans le Tyrol autrichien, environ cinq corps d'armée allemands, la plupart venant du grand-duché de Bade, s'entraînent actuellement et s'habituent à la guerre de montagnes en vue d'opérer contre l'Italie. »

Signé : CADORNA

COMMUNIQUE ITALIEN

Rome, 2^e janvier. — Dans la nuit du 1^{er} janvier, l'adversaire a prononcé de petites attaques facilement déjouées près de Neri (Val Lagarina), sur le col de Lana et les pentes du Rombon (Plezzo).

Dans la zone du Carso, une action de nos hardis détachements a permis la capture de quelques prisonniers, on a pris aussi des armes et des munitions.

Des avions ennemis ont lancé, le 1^{er} janvier des bombes sans aucun dommage, sur Marco (val Lagarina) et sur Strigno et Borgo (val Sugana).

COMMUNIQUE BRITANNIQUE

Londres, 2^e janvier. — Communiqué du front britannique en France du 1^{er} janvier, 21 heures :

Hier soir, au sud-est d'Armentières, un petit détachement britannique s'est emparé d'une portion du front allemand, infligeant quelques pertes.

Sa mission accomplie, le détachement s'est retiré. Nous n'avons eu que quelques blessés.

Le matin, de bonne heure, près de la redoute de Hohenzollern, les Allemands ont fait éclater une mine qui n'a produit aucun dégât. Aujourd'hui, la canonnade a été généralement moins vive que d'habitude.

Le torpillage du "Persia"

Il y avait à bord 550 passagers, 392 sont morts

La perte du paquebot anglais *Persia* annoncée d'abord comme sinistre maritime, sans indication de la cause, peut maintenant s'ajouter à la série des crimes allemands. On n'en avait pas douté un instant, mais on est maintenant en possession de la certitude complète.

Le *Persia* se rendait en Orient; le navire ne pouvait contenir ni denrées de contrebande, ni armes, ni matériel de guerre, ni munitions; les assassins ont assassiné quand même et les dépeches qui suivent montrent qu'ils ont tué beaucoup de femmes, beaucoup d'enfants, en un mot qu'ils ont bien réussi et qu'ils peuvent être contents.

Londres, 2^e janvier. — Une dépêche du Lloyd donne les chiffres suivants concernant les survivants du paquebot *Persia*: passagers, 59 dont 17 femmes; équipage: blancs, 35, lascars, 59. La liste des passagers notait 25 enfants; il n'en est pas fait mention dans celle des survivants.

On annonce officiellement que 158 survivants du *Persia* sont arrivés à Alexandrie; on croit que parmi eux se trouvent 60 passagers. Le consul américain d'Aden, M. Mac Neely, est parmi les manquants.

Le Caire, 2^e janvier. — Parmi les survivants du *Persia* figurent huit étrangers.

Le *Persia* a été frappé sans avertissement, par le travers de babord à une heure dix de l'après-midi; à une heure quinze, le navire avait disparu complètement.

C'est miracle qu'il y ait eu des personnes sauvées.

Quatre embarcations furent mises à l'eau avec une si grande promptitude que 160 passagers seraient sauvés sur environ 550 personnes qui étaient à bord.

Le capitaine s'est noyé. On le vit, après que le navire eut plongé, qui surnageait sur les flots; puis il disparut.

Washington, 2^e janvier. — Le consul américain confirme que M. Mac-Neely, consul américain d'Aden, a été noyé dans le torpillage du *Persia*. M. Mac-Neely avait été aperçu dans l'eau après la disparition du navire.

M. Grant, un des passagers américains du *Persia*, qui se rendait à Calcutta, est parmi les survivants.

Aucun des survivants n'a vu le sous-marin, mais un officier du *Persia* a aperçu le sillon de la torpille qui a frappé le navire.

LE GOUVERNEMENT ROUMAIN EST MUET

Bucarest, 1^{er} janvier. — (Retardée dans la transmission.) La Chambre a terminé hier la discussion de l'adresse en réponse au discours du Trône.

Répondant à différents orateurs, M. Brătianu a déclaré que les discours qui ont été prononcés, les principes exposés et les discussions historiques qui ont été faites ne changent aucunement la situation.

Le gouvernement reste décidé à ne pas vouloir parler.

Le président du Conseil a déclaré que son silence ne signifie ni approbation, ni désapprobation de ce qui a été dit par les différents orateurs.

Le moment viendra d'engager une discussion profitable à ce sujet.

LE GENERAL DOUGLAS HAIG AU GENERAL JOFFRE

Londres, 2^e janvier. — Le Bureau de la Presse publie une dépêche du général anglais Douglas Haig au général Joffre, à l'occasion du Jour de l'An, lui transmettant, au nom de l'armée placée sous son commandement, ses sentiments d'amitié et d'admiration profonde pour le général Joffre et les armées françaises et exprimant sa confiance que leurs forces unies pourront enfin chasser l'ennemi loin au-delà des confins de la France.

Le général Joffre, dans sa réponse, a exprimé la profonde sympathie et la camaraderie professée par ses troupes envers les armées du général Haig, et sa confiance que leur coopération mutuelle amènera la défaite complète de l'ennemi.

La destruction de Hasskeny

On mande de Copenhague : Un Danois arrivé de Constantinople a donné au *National Tidende* un exposé de la situation dans lequel il dit que la fabrique de munitions que Krupp avait installée près de Constantinople a été détruite par les aviateurs anglais.

D'autre part, une dépêche de Salonique, 31 décembre, donne sur cette opération les détails suivants :

« Un voyageur arrivé hier soir, venant de Constantinople, a déclaré que, contrairement aux affirmations turques attribuant la destruction de la fabrique de munitions de Hasskeny à une explosion de dynamite, cette usine a été effectivement incendiée par une bombe lancée par un avion français. L'explosion a provoqué dans tout Constantinople une panique effroyable. La moitié de Hasskeny a été incendiée. »

LA CRISE DU SOCIALISME ALLEMAND

Bâle, 2^e janvier. — Le député Haase, président du groupe socialiste parlementaire au Reichstag et président du parti socialiste allemand, avait donné sa démission du poste de président du groupe parlementaire socialiste le jour où il vota au Reichstag contre les crédits de guerre.

Dans les milieux opportunistes du parti socialiste allemand, on réclame maintenant de M. Haase l'abandon de la présidence du parti.

Le journal socialiste de Stuttgart, la *Schwabische Tagwacht* écrit :

« Les socialistes allemands devront maintenant s'occuper de la question de savoir si un homme qui a porté le premier coup à l'unité du parti peut rester à la tête de ce parti. »

Berne, 2^e janvier. — La *Berner Tagwacht*, organe socialiste, publie une lettre de Berlin sur la crise du socialisme allemand. L'antagonisme actuel, dit l'auteur de la lettre n'est pas l'effet du hasard pur. Déjà avant la guerre la fraction opportuniste, constituée par les chefs des syndicats, préférait à la lutte des classes une politique tendant à obtenir de petites concessions pour une aristocratie de travailleurs.

Actuellement ces chefs des syndicats sont devenus les meilleurs partisans d'une politique impérialiste socialiste qui prétend qu'un agrandissement de l'Allemagne aura pour conséquence une amélioration de la situation des ouvriers. Ces chefs des syndicats s'efforcent d'expulser du parti les social-démocrates non soumis.

La bataille qui décidera pour des années du sort du mouvement ouvrier allemand va s'engager entre la bureaucratie syndicaliste et les social-démocrates indépendants.

Les deux beaux-frères souffrants

On mande d'Athènes que le roi Constantin a requis l'assistance de deux médecins appelés des pays qui sont chers à ce monarque. Ces messieurs — bien entendu, ils se nomment Kraus et Eiseler — ont trouvé les poumons et le cœur de Sa Majesté en parfait état. Ils ont spécifié, en particulier, que les poumons ne sauraient gêner Sa Majesté dans ses occupations. Si Constantin était orateur aussi endurant que son beau-frère Guillaume, les médecins en auraient jugé autrement.

En ce qui concerne Guillaume, des rumeurs diverses continuent à circuler; on parle même d'une opération subie avec succès, mais les indications précises font défaut. Le cas ne semble pas être d'une gravité notable.

DEBACLE DU JOUET ALLEMAND

Londres, 2^e janvier. — On mande de la *Morning Post* :

« La chambre de commerce de Sonneburg, l'un des principaux centres allemands pour la fabrication des jouets, publie dans son rapport annuel le coup formidable que le blocus a porté aux industries allemandes du jouet et de la porcelaine par l'impossibilité d'exporter les marchandises. Avant

la guerre, l'Allemagne exportait des jouets pour une somme s'élevant annuellement à 125 millions de francs, dont un quart allait en Angleterre.

Les contrôleurs militaires

Sur rapport du ministre de la guerre, président de la République vient de signer un décret abrogeant celui du 20 septembre dernier, fixant les attributions des fonctionnaires du contrôle en mission spéciale dans les régions de corps d'armée.

La situation des contrôleurs va donc ne devenir ce qu'elle était avant les décrets du 31 août 1914 et du 20 septembre 1915 et tel qu'elle avait été définie par la loi du 16 mai 1882.

Ces fonctionnaires ne relèveront que du ministre de la guerre, qu'ils auront pour mission de renseigner sur la marche des services administratifs de l'armée.

Les Prisonniers malades en Suisse

Les négociations engagées depuis longtemps au sujet de l'hospitalisation en Suisse de prisonniers de guerre malades sont assez avancées pour qu'on puisse commencer à s'occuper des mesures préparatoires.

Dans une assemblée de directeurs de sanatoria et de pensions, tenue à Davos, le lieutenant-colonel des troupes sanitaires Niehaus, agissant sur mandat du médecin de l'armée, a communiqué qu'on tentera d'abord un essai avec mille prisonniers français et mille allemands. On prévoit Montana et Leysin comme séjour pour les prisonniers français en Allemagne, et Davos pour les Allemands prisonniers en France.

Il ne s'agit pas de prisonniers atteints de maladies ne présentant pas de gravité. Ceux qui sont gravement atteints seront échangés comme jusqu'ici. Les malades seront nourris et soignés suivant le régime appliqué aux militaires suisses.

Les internés seront soumis à un contrôle mais pas gardés militairement. Ceux qui s'avèreront devront être rendus par leur gouvernement et seront renvoyés dans les camps de prisonniers. Les frais d'hospitalisation seront supportés par la France et l'Allemagne.

COURRIER DES THÉÂTRES

Ce soir :

Gallé, 8 h. 30, Vous n'avez rien à déclarer? théâtre Antoine, 8 h. 15, La Cocarde de Mimi Pinson; Vaudeville, 8 h. 15, Cäbrria; Vous n'avez rien à déclarer? théâtre Antoine, 8 h. 15, La Belle Aventure; Apollo, 8 h. 15, La Cocarde de Mimi Pinson; Vaudeville, 8 h. 15, Cäbrria; Renaissance, 8 h. 30, La Puce à l'oreille; Palais-Royal, 8 h. 30, Il faut l'avoir; Bouffes-Parisiens, 8 h. 15, Kiti; Variétés, 8 h. 30, Mademoiselle Josette ma femme; théâtre Sarah Bernhardt, 8 h. 30, L'Action; théâtre de la Porte-Saint-Martin, 7 h. 30, Cyrano de Bergerac; Châtelet, 7 h. 30, Les Épilobes d'une petite Française; Ambigu, 8 h. 30, Sherlock Holmes; Athénée, 8 h. 30, L'École des Civils; théâtre Réjane, 8 h. 30, M^{me} Sans-Gêne; Gymnase, 8 h. 45, Les Deux Vestales; Capucines, 8 heures 15, Paris quand même; Déjazet, 8 h. 15, Les Fiancés de Rosalie; Grand-Guignol, 8 h. 45, Le Mystère de la Main noire; théâtre Michel, 8 h. 30, Vous permettez? Son Filleul; Folies-Bergère, 8 h. 30, Jusqu'au bout; Scala, 8 h. 30, Taisez-vous, méfiez-vous!; Cigale, 8 h. 30, La Perle de Séville; Olympia, 8 h. 30, Pierrrot's Christmas; Concert Mayol, 8 h. 30, Madame Bou-Dou Bon-Da Bouh; Alhambra, 8 heures 30, attractions; Eldorado, 8 h. 15, Ponchu, roi des dentistes; Ba-Ta-Clan, 8 h. 30, Un Bouchon; Gaîté-Rochepoquet, 8 h. 30, C'est Mimi; Nouveau-Cirque, 8 h. 30, Antonio Toréador; aux Quat'Arts, La Marche à l'étoile au Moulin de la Chanson, à la Pie qui Chante, à la Chaumière et au Cabigé; 8 h. 45, revues et chansonniers.

Le gérant : ANTOINE KLEYNTJENS.

Soc. Anon. des Imp. WELLHOFF et ROCHÉ, 16-18, rue Notre-Dame-des-Victoires, Paris. E. ARCEAU, directeur.

FEUILLETON DE L'« ŒUVRE » du 3 janvier 1916

La Poilue

PAR

Une PREMIÈRE de la rue de la Paix

DEUXIÈME PARTIE

XVI

Dernière tentative d'Otto

Elle poursuivit :

— Je n'oublierai jamais combien vous avez été bon pour moi... jamais... seulement je... je vais partir pour ne plus vous imposer ma présence. Vous guéririez plus vite en ne me voyant pas. »

Mais il l'arrêta vivement :

— Non, ne vous en allez pas... A quoi bon ? D'ailleurs, j'irai si peu là-bas, maintenant... Je repars pour quelque temps...

« Ah ! Lina, réfléchissez, réfléchissez encore... Peut-être n'éprouvez-vous qu'un caprice passager pour ce Jean Dubois... Il est jol garçon ou plutôt il réalise le type parfait de l'homme qui plaît aux femmes... Mais quand vous aurez cessé d'être à son goût, il s'en ira, insouciant de votre peine, il... »

— Oh ! ne dites pas ça... il m'aime profondément... Nous allons nous marier.

Brusquement Otto Becker se lève et, posant ses deux mains sur les épaules de la jeune fille, la dominant de toute la tête, il reprend d'une voix sourde :

— Ecoutez, Lina... laissez-moi vous parler raison.

« Moi aussi, je vous ai offert de vous épouser... Je sais que la fortune ne vous tente pas pour vous; mais vous êtes bonne... Avec mon argent, qui sera le vôtre, vous pourriez dispenser du bien-être, soulager des infortunes, secourir toutes les misères sur lesquelles si souvent vous vous êtes apitoyée devant moi... Seul, je puis vous faciliter le moyen de vivre la vie qui vous donnera des joies... J'approuverai tout ce que vous ferez et je vous entourerai de tant de tendresse que peut-être un jour vous finirez par m'aimer un peu... »

« L'argent est tout, Lina; sans argent, on n'est même pas libre dans ses pensées... La puissance de l'argent est fondamentale, éternelle; tout le reste n'est qu'éphémère et secondaire. »

« Il n'est pas d'amour qui se fortifie dans la médiocrité; il n'en est pas qui résiste à la misère... Le vôtre se défendra un an, deux ans, trois ans au maximum... Après quoi, le beau Jean Dubois se détachera de vous... S'il se croit du talent et qu'il lui faille besogner pour nourrir un ménage, une famille, il s'imaginera qu'il vous a sacrifié son art et ne vous le pardonnera pas... Si, au contraire, la chance le favorise, si le succès vient, succès de peintre, s'entend, il se comparera, lui, pauvre et beau, à d'autres peintres qui, ayant épousé des femmes riches, peuvent soutenir leur gloire en donnant des réceptions, des dîners... car il n'ignorera pas — les exem-

ples en seront partout autour de lui — que le prestige est tout... »

— Jean n'est pas ainsi; c'est un artiste probe et simple... »

— Il a vingt-six ans, Lina; que ce soit avec le succès ou avec ce qu'il nommera amèrement la malchance, ses idées évolueront.

« Lorsqu'on a étudié l'humanité, il n'y a pas deux manières de concevoir sinon le bonheur — un trop grand mot — du moins l'agrément de l'existence; seule, une femme riche peut, en le débarrassant des soucis matériels, favoriser la carrière d'un artiste ou de n'importe quel homme ayant une ambition. »

« De même, seul un homme riche peut rendre durable le bonheur d'une femme pauvre. »

« Regardez autour de vous, Lina, voyez tous les pauvres bougres courants après la pièce de cent sous; il en est sûrement parmi eux qui avaient quelque chose dans le ventre. Ils se sont mariés selon leur cœur... Ah ! quelle force, quel beau courage ça leur a donné pendant... mettons six mois, un an pour être généreux !... En ont-ils fait de magnifiques projets d'avenir glorieux ! L'ont-ils assez souvent entrepris en rêve, leur voyage au pays de la gloire, lestés d'un somptueux bagage d'amour ! »

« Vous les avez rencontrés, le regard fier, perdus dans leur rêve exalté. L'Empereur n'était pas leur cousin... »

« Voyez-les maintenant, Lina !... Regardez les femmes gentilles, coquettes au début, à cette heure abimées par les maternités, les soucis, les fatigues quotidiennes; la plupart n'ont même plus le

goût de se parer !... Et les hommes ?... Tenez; vous en avez un exemple... Dournal ! Vous l'avez vu attendant des heures dans l'antichambre pour obtenir de Marchoff-Lévy un pauvre ordre de publicité; car ce n'est pas avec son éducation, sa culture, qu'il peut réussir dans ce métier où il n'est guère besoin que d'astuce... Un jour, je l'ai fait parler... et voici ce qu'il m'a dit : « A vingt-cinq ans, il a écrit un livre qui fut couronné par une académie à côté, mais célèbre... Tous les journaux lui ont prédit un avenir splendide... En effet, pendant un an ou deux, il a écrit ici et là... puis, il a épousé une petite employée; ils s'aimaient; les enfants sont arrivés, la misère a envahi. Pour nourrir sa nichée, il a fait toutes sortes de besogne dans les journaux; naturellement, il s'en est fort mal tiré. C'était un « artiste »... Pour bien travailler, il lui eût fallu le calme, du temps, un intérieur agréable... et non pas la vue des gosses qui piaillaient, du linge qui sèche sur des cordes, dans la cuisine, d'une femme qui geint... Alors, comme il n'était bon à rien, on s'est débarrassé de lui en l'ajoutant sur la publicité... Vous avez vu le pitoyable résultat. »

« Voulez-vous un exemple différent ? Il y a Bersel; celui-là a mieux réussi; après un essai de conjugo qui a duré deux ans, il a tout bonnement plaqué sa femme, ses gosses et, utilisant aussitôt son joli physique, il a entrepris la conquête de cette toquée de petite baronne Blummy, et il a réussi. Elle le protège... Il n'a pas l'ombre de talent; peu importe; grâce aux relations qu'elle lui a facilitées, on achète ses toiles, il est notoire... »

« L'argent, Lina... l'argent ! il n'y a que l'argent, je vous dis... »

En écoutant la harangue d'Otto Becker, toute la sensibilité de Lina s'est évanouie. Le feu aux joues, révolte, elle s'écria :

— Vous n'allez tout de même pas poser en principe ces deux cas spéciaux ! Vous ne pouvez assimiler Jean Dubois à un pauvre être sans ressort tel que Dournal, ni lui faire l'injure de le comparer à ce... Bersel. Et tenez, la meilleure preuve que l'argent n'est pas le fameux levier que vous dites, c'est que malgré le vôtre, moi, qui ne suis qu'une pauvre fille sans le sou, je refuse de vous épouser. Adieu.

— Lina, je vous en prie, ne partez pas ainsi... »

— Nous n'avons plus rien à nous dire; vous voyez bien que nous ne pouvons nous comprendre.

Tripignant sur place, les poings aux tempes, l'échine courbée, les yeux fulgurants, il glapit :

— Ah ! Lina, c'est moi... moi seul qui ai raison. Si d'ici là une chose formidable que vous ne pouvez soupçonner et qui, peut-être, nous accablant tous ne surgissait pas, je suis certain qu'avant deux ans vous reviendriez m'implorer ! Qui ! c'est vous qui reviendriez vous offrir... Et c'est moi, moi qui, guéri alors de mon stupide amour, vous repousserais.

Hors d'elle, elle cria en bondissant vers la porte :

— Lâche ! misérable !

(La suite à demain)